# CONSEIL D'ÉTAT
## section de législation

avis 53.965/2/V
du 21 août 2013

sur

un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public'

# RAAD VAN STATE
## afdeling Wetgeving

advies 53.965/2/V
van 21 augustus 2013

over

een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de "Belgische Technische Coöperatie" in de vorm van een vennootschap van publiek recht'

Le 26 juillet 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Coopération au Développement, à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 21 août 2013. La chambre était composée de Robert ANDERSEN, premier président du Conseil d'État, Pierre VANDERNOOT et Michel PÂQUES, conseillers d'État, Yves DE CORDT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 août 2013.

*

Op 26 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de "Belgische Technische Coöperatie" in de vorm van een vennootschap van publiek recht'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 21 augustus 2013. De kamer was samengesteld uit Robert ANDERSEN, eerste voorzitter van de Raad van State, Pierre VANDERNOOT en Michel PÂQUES, staatsraden, Yves DE CORDT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 augustus 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

## FORMALITÉS PRÉALABLES

Il résulte de l'article 19/1, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' qu'en principe, tout avant-projet de loi doit donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

Selon l'article 19/1, § 1er, alinéa 2, de la même loi, les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont fixés par un arrêté royal adopté à cette fin. En l'état, ces cas sont fixés par l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de la disposition précitée de la loi du 5 mai 1997. Le présent avant-projet de loi n'entre dans aucun des cas de dispense prévus par l'arrêté royal du 20 septembre 2012.

Le dossier contient un document « EIDDD : quick scan (Formulaire B) » qui, outre une brève description de la portée de l'avant-projet de loi, ne contient aucune indication propre à celui-ci dans la partie du document intitulée « Évaluation des effets pour le développement durable » et qui, pour le surplus, déclare que l'avant-projet n'a pas d'effets économiques, sociaux ou environnementaux importants en se limitant à exposer ce qui suit : « La mise en œuvre de la coopération ne change pas ».

Un document aussi sommaire ne peut raisonnablement être considéré comme contenant un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence au sens de l'article 19/1, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 5 mai 1997.

Il n'apparaît donc pas que la formalité prescrite par cette disposition ait été régulièrement accomplie.

## OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Comme l'indique l'exposé des motifs, les modifications que l'avant-projet de loi apporte à la loi du 21 décembre 1998 'portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public' tendent notamment à y procurer les adaptations qu'implique le remplacement de la loi du 25 mai 1999 'relative à la coopération internationale belge' par la loi du 19 mars 2013 'relative à la coopération au développement'.

L'attention est attirée sur le fait que l'avant-projet n'apporte pas à la loi du 21 décembre 1998 toutes les adaptations que requiert le cadre nouveau résultant de la loi du 19 mars 2013.

Ainsi tout particulièrement, la section de législation relève qu'il est en défaut de modifier les dispositions qui, dans la loi du 21 décembre 1998, font état de la « coopération bilatérale directe » et de la « coopération bilatérale indirecte », alors que ces notions, qui étaient centrales pour l'application de la loi du 25 mai 1999, ne figurent plus dans la terminologie retenue par la loi du 19 mars 2013.

L'avant-projet sera complété en conséquence.

2. Plusieurs dispositions de l'avant-projet attribuent directement à un ministre des pouvoirs qui reviennent normalement au Roi ou assignent des tâches précises à un service administratif nommément désigné.

Elles s'immiscent ainsi dans l'organisation et le fonctionnement internes de l'exécutif.

De telles dispositions n'ont pas leur place dans une loi.

L'avant-projet sera revu en conséquence.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### DISPOSITIF

### Article 2

1. Plutôt que de prévoir, de manière générale, que « les définitions stipulées dans l'article 2 de la loi du 19 mars 2013 relative à la coopération au développement [1] sont d'application dans la présente loi », il convient de renvoyer uniquement, en les identifiant, à celles des définitions de cette loi qui sont nécessaires pour l'application de la loi du 21 décembre 1998.

2. Sous le couvert d'une définition de la « Coopération Technique Belge » (en abrégé : « CTB »), l'article 2, § 2, 1°, en projet tend à fixer les missions de celle-ci.

La détermination des missions de la CTB n'a pas sa place dans une disposition qui a pour seul objet de contenir une définition.

En outre et au demeurant, lesdites missions sont fixées, en des termes beaucoup plus précis, dans d'autres dispositions de la loi du 21 décembre 1998, en particulier les articles 5 à 9*ter*.

[1] Et non pas « la coopération belge au développement » comme l'indique erronément la disposition à l'examen.

La coexistence de la définition en projet et de ces autres dispositions ne peut qu'être source de doubles emplois, de confusions, voire d'incohérences.

L'article 2, § 2, 1°, en projet sera donc omis.

3. Il est permis de s'interroger sur la portée juridique exacte de l'article 2, § 2, 2°, en projet.

Le Conseil d'État n'aperçoit pas clairement, en particulier, ce que les indications figurant dans cette disposition ajoutent à celles que la loi du 21 décembre 1998 – en particulier en ses articles 5 et 6 – contient déjà en ce qui concerne les tâches de service public de la CTB.

En tout état de cause, si le législateur entend compléter par de nouvelles règles les dispositions relatives à la détermination des tâches de service public de la CTB, c'est parmi ces dispositions – et non pas dans une définition des « tâches de service public pour la coopération gouvernementale » – qu'elles doivent être insérées.

L'avant-projet sera revu en conséquence.

## Article 3

La section de législation n'aperçoit pas ce que le texte en projet ajoute à ce que prévoient déjà l'article 2, 11°, et l'article 22 de la loi du 19 mars 2013.

En conséquence, sauf à apporter des précisions quant à l'application de ces dernières dispositions dans la sphère d'activités de la CTB, l'article 3 sera omis.

## Article 4

La disposition en projet charge le Roi de définir les modalités suivant lesquelles doit être assurée la gestion des maisons d'accueil en Belgique pour les étudiants boursiers des pays en développement.

La section de législation se demande comment cette habilitation confiée au Roi serait appelée à se combiner avec les dispositions qui, à l'article 15 de la loi du 21 décembre 1998, prévoient qu'il incombe à l'État fédéral et à la CTB de régler dans le contrat de gestion, d'une part, « les modalités des tâches de service public visées par [l'article 6] de même que la procédure d'attribution par le ministre dont relève la CTB de ces tâches de service public, au moyen de 'conventions d'attribution de tâches de service public' distinctes précisant, pour chaque tâche de service public, ses éléments techniques et financiers » [2] et, d'autre part, « les modalités de l'intervention visant à financer la CTB et les activités qui lui sont confiées en

[2] Article 15, § 2, 2°, de la loi du 21 décembre 1998.

vertu de [l'article 6] de cette même loi, ainsi que les principes gouvernant les tarifs et/ou l'enveloppe de financement pour l'exécution de ces tâches de service public » [3].

Le texte en projet sera revu pour répondre à cette question, en évitant tout double emploi et toute incohérence.

Article 5

1. Cette disposition entend compléter l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998 pour prévoir expressément que le pouvoir reconnu à la CTB d'accomplir tout acte, toute activité et toute opération contribuant directement ou indirectement à la réalisation des tâches visées aux articles 5 à 7 de la même loi comprend « la conclusion de conventions avec des institutions et organisations gouvernementales, non gouvernementales, parastatales ou multilatérales, privées ou publiques, pour l'exécution d'aspects spécifiques nécessaires à la réalisation de ces tâches ou pour l'octroi de subsides ».

Il est pertinent d'insérer dans la loi une disposition donnant expressément à la CTB le pouvoir d'octroyer des subsides en vue de réaliser les tâches qui lui sont confiées et, pour autant que le législateur fixe lui-même les éléments essentiels du régime d'octroi des subsides, de lui permettre de conclure à cette fin des conventions. L'avant-projet n'appelle pas de critique sur ce point.

Il n'apparaît par contre pas nécessaire de donner expressément à la CTB le pouvoir de conclure des conventions autres que celles qui seraient liées à l'octroi de subsides. Le pouvoir de conclure de telles conventions est, en effet, inclus dans le pouvoir général d'accomplir tout acte, toute activité et toute opération contribuant directement ou indirectement à la réalisation des tâches de la CTB, que reconnaît déjà à celle-ci le texte actuellement en vigueur de l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998.

2. Outre ce qui vient d'être dit, il convient également de formuler une critique spécifique à l'encontre de la disposition selon laquelle, « pour la conclusion de contrats avec des acteurs à but lucratif, la CTB applique la réglementation relative aux marchés publics ».

Cette disposition est de nature à donner à penser, d'une part, qu'elle serait nécessaire pour assurer l'application à la CTB de la législation relative aux marchés publics et, d'autre part, que cette dernière ne s'appliquerait à la CTB que dans l'hypothèse de la conclusion de contrats avec « des acteurs à but lucratif ».

[3] Article 15, § 2, 4°, premier tiret, de la loi du 21 décembre 1998.

Or, tel n'est pas le cas : la CTB est soumise à la législation relative aux marchés publics [4], et celle-ci n'a pas vocation à s'appliquer uniquement aux contrats conclus avec « des acteurs à but lucratif » [5]. En outre, le droit européen impose les solutions qui viennent d'être indiquées [6].

Il convient donc d'omettre la disposition à l'examen.

3. Selon le dernier alinéa du texte en projet, les subsides octroyés par la CTB « sont, le cas échéant, exposés de la même manière que les autres éléments dans le dossier technique et financier ».

Le texte doit préciser ce qu'est le « dossier technique et financier » dont il fait état.

Article 6

Le libellé des modifications qu'il est envisagé d'apporter à l'article 9*ter*, § 1er, de la loi du 21 décembre 1998 a pour effet de rendre assez approximatif le texte de cette dernière disposition.

En outre, celle-ci doit également être modifiée là où, en son état actuel, elle utilise l'expression « coopération bilatérale directe ». Il est, sur ce point, renvoyé à l'observation générale n° 1.

*

[4] Ainsi, elle est un « pouvoir adjudicateur » au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 15 juin 2006 'relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services'. Sur le principe de la soumission de la CTB à la législation sur les marchés publics, voir l'arrêt du Conseil d'État, S.A.R.L. de droit congolais Afrique-Éditions, n° 172.400 du 18 juin 2007.

[5] Pour l'application de la loi du 15 juin 2006, une telle solution serait incompatible avec la définition large des termes « entrepreneur, fournisseur et prestataire de services » et « marché public » que donnent l'article 2, 5°, et l'article 3, 1°, de cette loi.

[6] Voir ainsi les définitions des termes « marchés publics », « opérateur économique » et « pouvoirs adjudicateurs » que donnent les paragraphes 2, a), 8 et 9 de l'article 1er de la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 'relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997 'betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' volgt dat elk voorontwerp van wet in principe aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren.

Overeenkomstig artikel 19/1, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, zijn de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, die welke bepaald zijn bij een koninklijk besluit dat hiertoe is goedgekeurd. Bij de huidige stand van zaken worden die gevallen bepaald bij het koninklijk besluit van 20 september 2012 waarbij de voormelde bepaling van de wet van 5 mei 1997 uitgevoerd is. Het voorliggende voorontwerp van wet valt onder geen enkel geval van vrijstelling vervat in het koninklijk besluit van 20 september 2012.

Het dossier bevat een document "DOEB quick scan formulier (formulier B)" dat, behalve een korte beschrijving van de strekking van het voorontwerp van wet, geen enkel specifiek gegeven over dat voorontwerp verschaft in het onderdeel van het document met als opschrift "Inschatting van effecten voor duurzame ontwikkeling", waarin voor het overige aangegeven wordt dat het voorontwerp geen grote economische, sociale of milieueffecten heeft door dat daarin alleen het volgende uiteengezet wordt. De uitvoering van de ontwikkelingssamenwerking wijzigt niet."

Een document met een dermate summiere vermelding van gegevens kan redelijkerwijze niet beschouwd worden als een document dat een voorafgaand onderzoek bevat met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren in de zin van artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997.

Het vormvereiste dat bij die bepaling voorgeschreven is, is dus blijkbaar niet naar behoren vervuld.

## ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Zoals in de memorie van toelichting aangegeven wordt, strekken de wijzigingen die het voorontwerp van wet aanbrengt in de wet van 21 december 1998 'tot oprichting van de "Belgische Technische Coöperatie" in de vorm van een vennootschap van publiek recht', er inzonderheid toe daarin de aanpassingen aan te brengen die noodzakelijk zijn wegens de

vervanging van de wet van 25 mei 1999 'betreffende de Belgische internationale samenwerking' door de wet van 19 maart 2013 'betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking'.

De aandacht wordt gevestigd op het feit dat het voorontwerp in de wet van 21 december 1998 niet alle aanpassingen aanbrengt die vereist zijn door het nieuwe kader dat voortvloeit uit de wet van 19 maart 2013.

Zo wijst de afdeling Wetgeving er heel in het bijzonder op dat bij het voorontwerp geen wijzigingen aangebracht worden in de bepalingen van de wet van 21 december 1998 waarin sprake is van de "directe bilaterale samenwerking" en de " indirecte bilaterale samenwerking", terwijl die begrippen, die centrale begrippen waren voor de toepassing van de wet van 25 mei 1999, niet meer voorkomen in de terminologie die in de wet van 19 maart 2013 gebruikt wordt.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

2. In verscheidene bepalingen van het voorontwerp worden rechtstreeks aan een minister bevoegdheden verleend die normaal toekomen aan de Koning of worden precieze taken toevertrouwd aan een administratieve dienst die bij naam genoemd wordt.

Ze betekenen aldus een inmenging in de interne organisatie en werking van de uitvoerende macht.

Dergelijke bepalingen horen niet thuis in een wet.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig aangepast worden.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### DISPOSITIEF

### Artikel 2

1. In plaats van op algemene wijze te bepalen dat "[d]e definities bepaald in art 2 van de Wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische ontwikkelingssamenwerking[1] van toepassing [zijn] in deze wet", behoort alleen verwezen te worden naar die definities van die wet die noodzakelijk zijn voor toepassing van de wet van 21 december 1998, door die definities aan te geven.

2. Het ontworpen artikel 2, § 2, 1°, strekt ertoe om onder het mom van een definitie van de "Belgische Technische Coöperatie" (afgekort "BTC") de opdrachten ervan vast te leggen.

De opdrachten van de BTC mogen niet vastgesteld worden in een bepaling die alleen tot doel heeft een definitie te geven.

[1] In de Franse tekst van de voorliggende bepaling zou het exacte opschrift van die wet vermeld moeten worden, namelijk "relative à la Coopération au Développement".

Voorts worden die opdrachten in veel nauwkeuriger bewoordingen vastgesteld in andere bepalingen van de wet van 21 december 1998, inzonderheid in de artikelen 5 tot 9*ter*.

Het naast elkaar bestaan van de ontworpen definitie en die andere bepalingen kan alleen maar leiden tot onnodige herhalingen, verwarring en zelfs inconsistenties.

Het ontworpen artikel 2, § 2, 1°, moet bijgevolg vervallen.

3. Er kunnen vragen rijzen over de precieze juridische draagwijdte van het ontworpen artikel 2, § 2, 2°.

Het is de Raad van State inzonderheid niet duidelijk wat de in die bepaling opgenomen vermeldingen toevoegen aan de vermeldingen die de wet van 21 december 1998 - meer bepaald de artikelen 5 en 6 ervan – reeds bevat met betrekking tot de taken van openbare dienst van de BTC.

Hoe dan ook, als het de bedoeling van de wetgever is om de bepalingen inzake de vaststelling van de taken van openbare dienst van de BTC aan te vullen met nieuwe regels, dan moeten die ingevoegd worden in die bepalingen – en niet in een definitie van de "taken van openbare dienst voor de gouvernementele samenwerking".

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 3

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat de ontworpen tekst toevoegt aan wat al bepaald is in artikel 2, 11°, en artikel 22 van de wet van 19 maart 2013.

Artikel 3 moet bijgevolg vervallen, tenzij daarin verduidelijkingen worden opgenomen betreffende de toepassing van die bepalingen in de werkgebieden van de BTC.

Artikel 4

De ontworpen bepaling belast de Koning met het bepalen van de nadere regels volgens welke de opvanghuizen in België voor beursstudenten uit ontwikkelingslanden moeten worden beheerd.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af hoe die aan de Koning verleende machtiging zou kunnen samengaan met de bepalingen die, in artikel 15 van de wet van 21 december 1998, stellen dat de federale staat en de BTC in het beheerscontract moeten vastleggen enerzijds "de nadere regeling van de taken van openbare dienst bedoeld in [artikel 6], evenals de procedure die door de minister waaronder de BTC ressorteert wordt toegepast bij het toekennen van deze taken van openbare dienst, door middel van afzonderlijke 'overeenkomsten inzake de toekenning van taken van openbare dienst', die voor iedere taak van openbare dienst de technische en financiële

elementen bepalen"[2] en anderzijds "de modaliteiten van de tussenkomst ter financiering van de BTC en de activiteiten die haar krachtens [artikel 6] van dezelfde wet zijn toevertrouwd, evenals de grondregelen voor de tarieven en/of de financieringsenvelop voor de uitvoering van deze taken van openbare dienst"[3].

De ontworpen tekst moet herzien worden om op die vraag te antwoorden en daarbij dient elke onnodige herhaling of inconsistentie te worden vermeden.

Artikel 5

1. Deze bepaling strekt ertoe artikel 8 van de wet van 21 december 1998 aan te vullen om uitdrukkelijk te bepalen dat de bevoegdheid toegekend aan de BCT om alle handelingen, activiteiten en operaties te verrichten die rechtstreeks of onrechtstreeks bijdragen tot de verwezenlijking van de taken bedoeld in de artikelen 5 tot 7 van dezelfde wet, mede "het afsluiten (omvat) van overeenkomsten met gouvernementele, niet-gouvernementele, parastatale of multilaterale, private of publieke organisaties en instellingen voor de uitvoering van specifieke aspecten nodig voor het verwezenlijken van deze taken of voor de toekenning van subsidies".

Het is nuttig om in de wet een bepaling op te nemen waarbij aan de BTC uitdrukkelijk de bevoegdheid wordt verleend subsidies toe te kennen om de haar toevertrouwde taken uit te voeren en, voor zover de wetgever zelf de essentiële elementen van de regeling voor het toekennen van subsidies bepaalt, haar toe te staan om hiertoe overeenkomsten af te sluiten. Het voorontwerp geeft op dit punt geen aanleiding tot kritiek.

Het lijkt daarentegen niet noodzakelijk om aan de BTC uitdrukkelijk de bevoegdheid te verlenen om andere overeenkomsten te sluiten dan die welke verband zouden houden met de toekenning van subsidies. De bevoegdheid om dergelijke overeenkomsten te sluiten, ligt immers besloten in de algemene bevoegdheid om alle handelingen, activiteiten en operaties te verrichten die rechtstreeks of onrechtstreeks bijdragen tot de verwezenlijking van de taken van de BTC, die de thans geldende tekst van artikel 8 van de wet van 21 december 1998 haar reeds toekent.

2. Naast hetgeen zojuist gesteld is, moet ook specifiek kritiek worden geleverd op de bepaling volgens welke "de BTC [b]ij het afsluiten van contracten met actoren met winstoogmerk … de wetgeving op de overheidopdrachten toe[past]".

Die bepaling kan de indruk wekken dat ze, enerzijds, nodig zou zijn om ervoor te zorgen dat de wetgeving inzake overheidsopdrachten op de BTC van toepassing is en dat, anderzijds, deze wetgeving alleen op de BTC van toepassing zou zijn in het geval dat contracten met "actoren met winstoogmerk" worden afgesloten.

---

[2] Artikel 15, § 2, 2°, van de wet van 21 december 1998.

[3] Artikel 15, § 2, 4°, eerste streepje, van de wet van 21 december 1998.

Zulks is evenwel niet het geval: voor de BTC geldt de wetgeving inzake overheidsopdrachten[4] en die wetgeving is niet bedoeld om alleen van toepassing te zijn op de contracten afgesloten met "actoren met winstoogmerk"[5]. Bovendien legt het Europese recht de zopas vermelde oplossingen[6] op.

De voorliggende bepaling moet dus vervallen.

3. Volgens het laatste lid van de ontworpen tekst worden de door de BTC toegekende subsidies "in voorkomend geval, op dezelfde manier uiteengezet als de overige elementen van het technisch en financieel dossier".

De tekst moet duidelijk maken wat het "technisch en financieel dossier" is waarvan daarin sprake is.

Artikel 6

De formulering van de wijzigingen die in artikel 9*ter*, § 1, van de wet van 21 december 1998 zouden worden aangebracht, heeft tot gevolg dat de tekst van die bepaling vrij onnauwkeurig wordt.

Bovendien moet dat artikel 9, § 1, eveneens gewijzigd worden omdat het, zoals het nu is gesteld, de uitdrukking "directe bilaterale samenwerking" bevat. Zie hieromtrent algemene opmerking nr. 1.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

Colette GIGOT

LE PREMIER PRÉSIDENT – DE EERSTE VOORZITTER

Robert ANDERSEN

[4] Zo is zij een "aanbestedende overheid" in de zin van artikel 2, 1°, van de 'wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten' van 15 juni 2006. Wat betreft het principe dat de BTC onder de wetgeving inzake overheidsopdrachten valt, zie het arrest van de Raad van State, S.A.R.L. de droit congolais Afrique-Éditions, nr. 172.400 van 18 juni 2007.

[5] Voor de toepassing van de wet van 15 juni 2006 zou een dergelijke oplossing onverenigbaar zijn met de ruime definitie van de termen "aannemer, leverancier of dienstverlener" en "overheidsopdracht" die artikel 2, 5°, en artikel 3, 1°, van die wet geven.

[6] Zie in deze zin de definities van de termen "overheidsopdrachten", "ondernemer" en "aanbestedende diensten" opgenomen in de leden 2, a), 8 en 9 van artikel 1 van richtlijn 2004/18/EG van 31 maart 2004 van het Europees Parlement en de Raad 'betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten'.